



Béatrice PRÉVOTEAU - OTMANI

EXPERT-COMPTABLE

COMMISSAIRE AUX COMPTES

À vos côtés pour faire grandir vos projets

Association CPTS de la Vallée du Ciron

Siret : 451 605 810 00048

70 RUE ABEL GOURGUES

33210 Langon

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

A l'assemblée générale de l'Association CPTS de la Vallée du Ciron

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association CPTS de la Vallée du Ciron relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport, arrêté par le conseil d'administration.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 17/12/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Cenon le 24 juin 2025

Signé par Beatrice Prevoteau Otmani
Le 25/06/2025

ID: tx_JD4QwPxP54xX



Béatrice PrévotEAU-Otmani
Commissaire aux comptes

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	307	307		
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	8 889	5 495	3 394	199
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	825		825	825
Total I	10 021	5 802	4 219	1 024
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				1 155
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés				23 746
Autres créances	55 161		55 161	2 699
Autres postes de l'actif circulant				
Disponibilités	475 693		475 693	395 529
Charges constatés d'avance	249		249	305
Total II	531 103		531 103	423 435
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	541 124	5 802	535 322	424 459
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

document visé par le commissaire aux comptes

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Autres fonds propres	27 815	27 815
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Autres réserves	3 320	3 320
Report à nouveau	305 994	83 016
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales		
Excédent ou Déficit des autres activités sociales et médico-sociales	148 927	222 978
Situation nette (sous-total)	486 057	337 130
Total I	486 057	337 130
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 301	16 957
Dettes fiscales et sociales	4 964	3 342
Produits constatés d'avance	30 000	67 031
Total IV	49 265	87 329
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	535 322	424 459
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	49 265	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

document visé par le commissaire aux comptes

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations	565	0,24	650	0,22	-85	-13,08
Ventes de biens et de services	6 056		23 746		-17 690	-74,50
Ventes de biens						
Ventes de prestations services	6 056	2,55	23 746	7,88	-17 690	-74,50
Produits de tiers financeurs	230 958		277 134		-46 176	-16,66
Concours publics et subventions d'exploitation	230 958	97,21	277 134	91,91	-46 176	-16,66
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch						
Utilisation des fonds dédiés						
Autres produits	3		13		-10	-77,31
Total I	237 582	100,00	301 544	100,00	-63 961	-21,21
CHARGES D'EXPLOITATION						
Achats de marchandises						
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	41 526	17,48	30 380	10,08	11 145	36,69
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	620	0,26	622	0,21	-2	-0,36
Salaires et traitements	33 960	14,29	34 166	11,33	-205	-0,60
Charges sociales	12 636	5,32	13 074	4,34	-439	-3,35
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	410	0,17	492	0,16	-82	-16,66
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	22	0,01	32	0,01	-10	-31,93
Total II	89 173	37,53	78 766	26,12	10 407	13,21
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	148 409	62,47	222 777	73,88	-74 368	-33,38
PRODUITS FINANCIERS						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti						
Autres intérêts et produits assimilés	213	0,09	201	0,07	12	5,92
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de						
Différences positives de change						
Produits nets / cessions de valeurs mob. de pla						
Total III	213	0,09	201	0,07	12	5,92
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi						
Intérêts et charges assililées						
Différences négatives de change						
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla						
Total IV						
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	213	0,09	201	0,07	12	5,92
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	148 622	62,56	222 978	73,95	-74 356	-33,35
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion	305	0,13			305	
Sur opérations en capital						
Reprises provisions, dép., et transferts de charg						
Total V	305	0,13			305	

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi						
Total VI						
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	305	0,13			305	
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I + III + V)	238 101	100,22	301 745	100,07	-63 644	-21,09
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI	89 173	37,53	78 766	26,12	10 407	13,21
EXCEDENT OU DEFICIT	148 927	62,69	222 978	73,95	-74 051	-33,21
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL						
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
TOTAL						

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CPTS VALLEE DU CIRON

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 535 322 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 148 927 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 13/06/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association a pour mission:

- * Promouvoir l'organisation territoriale ambulatoire du système de santé dans le territoire géographique
- * Elaborer un projet de santé et réunir autour de ce projet les professionnels des soins de premier et second recours et les structures sanitaires, sociales et médico-sociales impliquées dans la prise en charge ambulatoire des habitants du territoire de la CPTS ;
- * Enrichir le projet de santé au fur et à mesure qu'apparaissent les demandes et les besoins de santé sur le secteur géographique ;
- * Proposer des actions de prévention et de promotion de la santé au regard des besoins du territoire ;

L'association est financée par la CPAM et emploie un coordinateur permanent à temps plein.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

* Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Les acomptes concernant les missions de l'année 3 qui a débuté le 1/10/2024, n'ont pas été versés par la CPAM en fin d'année 2024 et ne le sont toujours pas à la date d'arrêté des comptes. Aussi, par prudence, ils n'ont pas été intégrés à ces comptes annuels.

Il n'y a pas de fonds provenant de l'étranger.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	307			307
Immobilisations incorporelles	307			307
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 974	3 605	690	8 889
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	5 974	3 605	690	8 889
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	825			825
Immobilisations financières	825			825
ACTIF IMMOBILISE	7 106	3 605	690	10 021

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	307			307
Immobilisations incorporelles	307			307
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 775	410	690	5 495
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	5 775	410	690	5 495
ACTIF IMMOBILISE	6 082	410	690	5 802

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 56 235 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	825		825
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	55 161	55 161	
Charges constatées d'avance	249	249	
Total	56 235	55 410	825
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	27 815				27 815
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	3 320				3 320
Réserves des activités sociales					
RAN hors activités sociales					
RAN des activités sociales	83 015		222 978		305 994
Exc.ou Déficit hors activ.sociales					
Exc.ou Déficit des activités sociales	222 978	-222 978	148 927		148 927
Situation nette	337 129	-222 978	371 905		486 057
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	337 129	-222 978	371 905		486 057

Dettes

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 49 265 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 301	14 301		
Dettes fiscales et sociales	4 964	4 964		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	30 000	30 000		
Total	49 265	49 265		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	12 480
Dettes provis. pr congés à payer	1 232
Charges sociales s/congés à payer	468
Total	14 180

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d avance	249		
Total	249		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d avance	30 000		
Total	30 000		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		230 958				230 958
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						230 958

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les présidents et trésoriers ne sont pas rémunérés.

Saisissez du texte ici